

**RAPPORT N° 2022/2-06**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du vendredi 08 Avril 2022**

**OBJET**

**RETROCESSION DES RESEAUX D'EAU POTABLE – PRINCIPE D'INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC - Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -**

Par délibération N° 2019-5-03 en date du 17 décembre 2019, la CINOR est devenue compétente en matière d'eau potable sur l'ensemble du territoire.

Afin de répondre aux diverses demandes de rétrocession dans le domaine public de réseaux d'eau potable, il est proposé d'adopter le principe d'autoriser le Président à signer les conventions relatives à toutes les demandes transmises à cet effet, aux conditions suspensives ci-après.

- La demande de la co-propriété ou du propriétaire des ouvrages à rétrocéder
- Les documents techniques de l'ensemble des équipements et les plans correspondants
- La preuve des essais concluants sur le fonctionnement des ouvrages de rétrocession
- L'avis conforme du fermier gestionnaire des réseaux d'eau potable sur la commune considérée

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Définir les modalités de rétrocession des réseaux d'eau potable privés dans le domaine public et d'autoriser le Président à signer les conventions correspondantes.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2022/2-06  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 08 Avril 2022**

**OBJET**

**RETROCESSION DES RESEAUX D'EAU POTABLE – PRINCIPE D'INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC - Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-06 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220408-BC2022-2-06-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE**

De définir les modalités de rétrocession des réseaux d'eau potable dans le domaine public et autorise le Président à signer les conventions correspondantes.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde, le 13 AVR 2022

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-06-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--